

ARRETE MUNICIPAL
REGLEMENTANT LA GESTION DES OBJETS TROUVES ET PERDUS

Réf. : Police Municipale

Le Maire de la commune de Sarlat – La Canéda

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieur ;

Vu le Code Civil ;

Vu le Code Pénal ;

Considérant qu'il n'existe aucun texte, ni règlement définissant la gestion du service des objets trouvés, et qu'il appartient au Maire d'intervenir en la matière,

Considérant que nombre d'objets sont régulièrement trouvés sur la voie publique sur le territoire de la commune de Sarlat – La Canéda,

Considérant que dans l'intérêt de l'ordre, de la sécurité et de la salubrité publique, et par souci de respect du droit de propriété, il y a lieu d'organiser la gestion des objets trouvés,

Considérant que les services de la Gendarmerie Nationale n'enregistrent pas les objets trouvés au sein de leurs services,

ARRETE

Article 1^{er} : DECLARATION DES OBJETS TROUVES

Toute personne qui trouve un objet sur la voie publique ou dans un établissement municipal doit obligatoirement le déposer au service de Police Municipale de la ville aux jours et horaires habituels d'ouverture. La personne qui a trouvé l'objet est juridiquement dénommée « l'inventeur ».

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de ville
Place de la Liberté
CS 80210
24206 SARLAT cedex

Tél. 05 53 31 53 31
Fax. 05 53 31 08 04
www.sarlat.fr

Imprimé sur du papier
écolabellisé

Article 2 : ENREGISTREMENT DES OBJETS TROUVES

Les objets non encombrants sont pris en charge et stockés par la Police Municipale. Lors du dépôt d'un objet trouvé, l'inventeur n'est pas tenu de décliner son identité ni son adresse mais il doit préciser le lieu, le jour et l'heure de la trouvaille sauf dans le cas où il désire en assurer la garde à l'issue de la période de conservation. Chaque objet entrant est inscrit, numéroté et détaillé sur un registre informatique prévu à cet effet.

Les informations relatives à l'inventeur, le lieu, la date et l'heure de la découverte y sont mentionnées à chaque fois que cela est possible.

Lors de l'enregistrement, des clichés photographiques peuvent être pris aux fins d'identification de l'objet.

La Police Municipale est ensuite chargée de procéder aux investigations nécessaires aux fins de permettre la restitution de l'objet à son propriétaire.

Si le perdant ou le propriétaire de l'objet se présente avant l'expiration du délai réglementaire, son bien lui est restitué sur justification de ses droits sur l'objet, de son identité et de son domicile.

Article 3 : ENREGISTREMENT DES DECLARATIONS DES OBJETS PERDUS

La Police Municipale est tenue de mentionner sur son registre informatique les déclarations d'objets perdus et notamment les éléments suivants :

- numéro d'inscription
- date de déclaration de la perte
- lieu, jour et heure de la perte
- état-civil de l'inventeur. (non obligatoire)
- description de l'objet perdu
- le montant du numéraire (le cas échéant)

Article 4 : MODE DE CONSERVATION DES OBJETS TROUVES

Le délai et le lieu de conservation sont fixés pour chaque catégorie d'objets hors numéraire conformément à l'article 5 du présent arrêté. L'article 6 du présent arrêté décrit les modalités de conservation et de restitution du numéraire trouvé.

Par mesure d'hygiène, les objets ou vêtements souillés seront détruits accompagnés d'un PV de destruction (pas d'enregistrement).

Il en est de même des objets cassés ou en mauvais état, hors d'état de fonctionner et non identifiables.

Article 5 : A défaut de restitution immédiate à leur propriétaire, le délai de garde puis le devenir des objets trouvés se font en fonction de leur nature, selon les dispositions suivantes :

Nature des objets	Délais de conservation à la disposition du perdant	LIEU DE CONSERVATION	DESTINATION
<u>Objets de valeur</u> (bijoux, objets de collection, montres, systèmes audio ou vidéo autres...)	1 an et un jour	Conservés dans un coffre-fort ou local sécurisé	Remis à l'inventeur à sa demande ou au propriétaire sur présentation d'un justificatif A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines pour vente publique
Téléphones portables ou smartphones portables ou smartphones	1 an et un jour	Local sécurisé	Remis au propriétaire sur présentation d'un justificatif (facture, IMEL, empreinte digitale ou code pin de déverrouillage) A défaut de réclamation ils seront remis à une association à but caritatif (pas de remise à l'inventeur en raison des données personnelles) ou à l'administration des domaines pour vente publique.
<u>Contenant</u> ex-valises, sacs, portefeuille...	1 an et un jour	Local sécurisé	Remise à l'inventeur à sa demande ou au propriétaire sur présentation d'un justificatif A défaut de réclamation, destruction ou donation à une association à but caritatif.
<u>Papiers officiels</u> Carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, certificat d'immatriculation de véhicules, carte de séjour et autres	15 jours	Local sécurisé	Restitution au propriétaire. <u>Exception :</u> une CNI ou un passeport déclaré perdu ou volé est invalide définitivement et devra être impérativement restitué par l'utilisateur à la préfecture de département ou au consulat compétent A défaut, transfert à l'autorité émettrice du titre
Vélos, trottinettes, Skates, scooters...	3 mois	Centre technique municipal	Remis au propriétaire sur présentation d'un justificatif Remis à l'inventeur à sa demande A défaut de réclamation, transmission à l'administration des domaines pour vente publique ou donation à une association à but caritatif.

Lunettes	1 an et un jour	Local sécurisé	Remis à l'inventeur à sa demande. A défaut de réclamation, donation à une association à but caritatif.
Cartes vitales	5 jours	Local sécurisé	Transmis au centre des cartes vitales perdues: 72087 LE MANS CEDEX 9
Clefs et portes clefs	1an et un jour	Local sécurisé	A défaut de réclamation, destruction auprès d'un ferrailleur
<u>Objets divers</u> (parapluies, jouets, vêtements, poussettes, autres)	2 mois	Local sécurisé	Remise à l'inventeur à sa demande ou au propriétaire sur présentation d'un justificatif A défaut de réclamation, et selon la valeur ou l'état, les objets sont détruits ou donnés à une association à but caritatif
Moyens de paiement	Dans les meilleurs délais		Transmission à l'organisme émetteur
Médicaments	Dans les meilleurs délais	.	Remise en pharmacie
Les produits toxiques, liquides ou solides	Dans les meilleurs délais		Remise immédiate à la déchetterie
Objets divers (non identifiables, ou générant un risque en termes d'hygiène et /ou sécurité) ex : carte fidélité, clé USB, écouteurs, casques vélo...	Dans les meilleurs délais	.	Destruction

Article 6 : MODE DE GESTION DU NUMERAIRE

Le numéraire est comptabilisé au regard des déclarations d'objets perdus dès réception, il est conservé 1 an et un jour au coffre-fort avec son contenant puis est déposé sur le compte de la régie Occupation du Domaine Public.

A défaut de contenant, sans moyen d'affirmer le nom du propriétaire, la somme sera directement déposée sur le compte de la régie Occupation du Domaine Public.

Article 7 : RESTITUTION DES OBJETS TROUVES

Tout propriétaire réclamant un objet trouvé y compris le numéraire doit en prouver la propriété sur présentation d'une pièce d'identité ou de la déclaration de perte. Avant toute restitution de l'objet ou du numéraire, le service en vérifie par tous moyens utiles cette propriété.

Le numéraire est restitué selon les modalités définies à l'article 6 du présent arrêté.

A l'expiration du délai de conservation définie dans l'article 5 du présent arrêté et en cas de non- réclamation par son propriétaire :

- l'objet peut être remis à l'inventeur (cf article 2) à condition qu'il en fasse la demande et sur justificatif de son identité et présentation du récépissé de dépôt au terme d'une année et un jour. A cet effet, l'objet sera par conséquent conservé jusqu'à ce terme puis remis à l'inventeur. Ce dernier en deviendra propriétaire dans un délai de 3 ans (article 2276 du Code Civil).
- le numéraire peut lui être remis selon les modalités définies à l'article 6 du présent arrêté. Il en deviendra propriétaire dans un délai de 3 ans (article 2276 du Code Civil).

- A défaut,
 - o sera traité conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté
 - o le numéraire devient une recette définitive de la Ville de Sarlat – La Canéda.

Certains objets ne sont évidemment pas susceptibles d'être remis à celui qui les a trouvés et sont détruits.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'inventeur est un fonctionnaire qui a trouvé l'objet dans le cadre d'une mission.

Toute restitution d'objet est effectuée sur le lieu d'implantation de la Police Municipale. Les frais occasionnés par un envoi postal au domicile du propriétaire ou de l'inventeur sont à sa charge.

Article 8 : EXCLUSION DE LA REGLEMENTATION DES OBJETS TROUVES

Les véhicules automobiles et les deux-roues motorisés, immatriculés, sont exclus de la présente réglementation, ceux-ci relevant de la fourrière automobile.

Les armes et produits stupéfiants, trouvés avec ou sans contenants ne sont ni pris en compte, ni conservés et doivent être déposés, par l'inventeur, au commissariat de Gendarmerie le plus proche.

Sont également exclus les animaux, ceux-ci relevant de la fourrière animale.

Article 9 : CONSIGNES GENERALES APPLICABLES A LA GESTION DES TITRES

Les cartes nationales d'identité et les passeports demeurent la propriété de l'Etat.

Une CNI ou un passeport déclaré perdu ou volé est invalide définitivement. Cette invalidation a été inscrite dans différents fichiers administratifs ou de police et n'est pas réversible. Lors des demandes de restitution de titres suite à vol ou perte, aucune restitution ne doit être effectuée à l'utilisateur mais une transmission aux services compétents.

Un ancien passeport ne peut être conservé par le demandeur que dans le cas où il comporte un visa en cours de validité ; à expiration du visa, il devra être impérativement restitué par l'utilisateur à la préfecture de département ou au consulat compétent.

Article 10 : REMISE DES OBJETS TROUVES AU SERVICE DES DOMAINES ET AUX ASSOCIATIONS A BUTS CARITATIFS

Après remise des dits objets par le service des objets trouvés, accompagnée d'un procès-verbal, le propriétaire ou l'inventeur de l'objet pourra toujours exercer l'action en revendication contre le nouveau détenteur de l'objet.

Article 11 : OBJETS TROUVES DANS LES ETABLISSEMENTS COMMERCIAUX RECEVANT DU PUBLIC ET SOCIETES DE TRANSPORT

Tout objet trouvé dans les établissements recevant du public (commerciaux et sociétés de transport (SNCF, ...)) doit être remis au service des objets trouvés à la Police Municipale.

Article 12 : OBJETS TROUVES PAR LES SERVICES MUNICIPAUX

Les objets trouvés par les agents de ces services (piscines, écoles, espaces verts, propreté,...) doivent être déposés à la Police Municipale.

Article 13 : SANCTION

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible de peines prévues à l'article R.610-5 du Code Pénal : « la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis d'une amende prévue pour les contraventions de 1 ère classe ».

En outre, le contrevenant s'expose, si l'infraction frauduleuse est établie, à des poursuites correctionnelles en application de l'article 311-1 et suivant du même code.

Article 14 : CAS DEROGATOIRE

La Police Municipale peut refuser les objets trouvés qui n'auraient pas été acheminés dans les conditions et délais prévus par les dispositions du présent arrêté.

Article 15 : Le présent arrêté sera transcrit au recueil des actes administratifs de la Commune de Sarlat-la-Canéda, et pourra faire, conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bordeaux (9 Rue Tastet - 33000 BORDEAUX) dans un délai de deux mois à compter de la réalisation des modalités de publicité et d'affichage.

Article 16 : Monsieur le Capitaine de Gendarmerie, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale et Messieurs les Placiers Municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A SARLAT-LA CANEDA,
LE 18 JANVIER 2021

Le Maire,

